



Assemblée générale

Distr. générale
22 mars 2010
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 104 de l'ordre du jour

Prévention du crime et justice pénale

Lettre datée du 8 mars 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la Déclaration de solidarité avec l'Équateur, adoptée au premier Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à Riviera Maya (Mexique) les 22 et 23 février 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 104 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Claude **Heller**



**Annexe à la lettre datée du 8 mars 2010 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Mexique auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Déclaration de solidarité avec l'Équateur

[Original : anglais et espagnol]

Le Président équatorien a informé les chefs d'État et de gouvernement réunis lors du premier Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes que le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) avait décidé, le 18 février 2010, d'inscrire l'Équateur sur une liste de pays présentant des défaillances stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme qui ne s'étaient pas engagés à suivre un plan d'action élaboré avec le GAFI et le Groupe d'action financière d'Amérique du Sud (GAFISUD) afin de remédier à ces défaillances.

Le Président Rafael Correa a indiqué que l'État équatorien avait pour politique de ne tolérer aucune activité financière illicite, conformément à sa législation nationale et aux différentes conventions internationales adoptées par l'Organisation des Nations Unies auxquelles l'Équateur est partie.

Le Président Rafael Correa a catégoriquement condamné la décision du GAFI, qui ne tient compte ni des efforts incontestables ni des initiatives menées à tous les niveaux par l'Équateur pour lutter contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme. Il a appelé l'attention sur les dispositions légales et le cadre institutionnel établis par l'Équateur et sur les mesures prises à cet égard par ce pays.

Ayant entendu le Président Correa, les chefs d'État et de gouvernement réunis lors du Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont dits gravement préoccupés par la décision du GAFI et solidaires de l'Équateur, dont la position est digne et souveraine.

Ils ont également jugé préoccupantes les défaillances que présentent les procédures du GAFI en particulier au niveau de la prise de décisions. Ils ont rappelé que plusieurs pays membres de la Communauté des Caraïbes avaient été visés par des mesures unilatérales et prématurées, prises récemment par un pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les chefs d'État et de gouvernement réunis lors du Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes apportent tout leur soutien, dans leurs convictions et leurs principes, à la lutte contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme. Toutefois, ils demandent que les procédures et les processus menés dans ce domaine le soient dans le respect de la souveraineté des États.

Riviera Maya (Mexique)
Le 23 février 2010